



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Bernard TRAVIER

Transports et Mobilité - Charte de signalisation et Schéma Directeur de signalisation directionnelle routière de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence voirie et mobilité, Montpellier Méditerranée Métropole assure sur l'ensemble de son territoire la mise en place et la gestion des équipements de signalisation routière directionnelle.

Pendant de nombreuses années, un développement non maîtrisé en matière de signalisation a abouti à des équipements dérogeant en grande majorité aux règles élémentaires, dictées par les textes réglementaires, ne favorisant pas la sécurité routière et le guidage efficace des usagers. De plus, une analyse approfondie a montré que les équipements en place n'étaient pas cohérents avec les évolutions des principes de circulation sur le territoire de la Métropole, notamment au regard des Plans Locaux de Déplacement des Communes et des grands projets d'infrastructures réalisés ou en cours de réalisation.

Face à ce constat, Montpellier Méditerranée Métropole a entrepris une refonte des principes de sa signalisation routière urbaine pour s'inscrire dans le respect de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR). Cette refonte se traduit par l'élaboration d'une Charte de Signalisation qui a pour objectif de fixer les règles à respecter afin de maintenir un espace public de qualité et faciliter l'orientation des usagers, mais aussi de définir ce qui peut être signalé et de quelle façon.

De cette charte découlent les fiches techniques constitutives du Schéma Directeur de Signalisation Directionnelle Routière, qui seront actualisées en fonction du contexte et permettront la mise en œuvre de ces principes, échelonnée sur plusieurs années en fonction des opérations de construction d'infrastructures routières ou de modification du contexte.

Le Schéma Directeur a été produit en respectant les règles fondamentales se rapportant à la signalisation de direction :

- la continuité, qui garantit à l'utilisateur que l'information qui lui a été donnée une fois lui sera fournie tout le long de son itinéraire jusqu'à son point de destination ;
- la lisibilité, qui conduit notamment à sélectionner un nombre limité de mentions, compatible avec les possibilités de lecture dynamique de l'utilisateur ;
- l'homogénéité, qui assure à l'utilisateur un aspect identique de la signalisation pour des configurations géométriques identiques et ce, quelle que soit la région traversée.

Ce Schéma Directeur a été établi en concertation avec les Schémas Directeurs Nationaux (liaisons vertes) et Départementaux (liaisons blanches) et s'inscrit dans un contexte donné (plan de circulation, plan de déplacements urbains, nouveaux pôles urbains, doublement autoroute A9...). Il devra donc évoluer si le contexte est modifié. Dans ce cadre, une décision interministérielle en date du 29 avril 2019 relative à l'approbation du Schéma Directeur de signalisation de l'autoroute A709 (inclus dans le Schéma Directeur de Signalisation Directionnelle Routière de Montpellier Méditerranée Métropole) a été publiée au Bulletin officiel du ministère le 8 mai 2019.

La mise en œuvre du Schéma Directeur de Signalisation Directionnelle Routière se fera au gré des opérations des différents maîtres d'ouvrage et des budgets jalonnement d'investissement annuels de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Charte de Signalisation,
- approuver le Schéma Directeur de Signalisation Directionnelle Routière et autoriser sa mise en œuvre,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Métropole Méditerranée, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106454-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Charte de signalisation délib 2019.pdf
- dossier SD délib 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.